

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch, 1, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Rapport	Baisse
8 0/0	80 25	» 10 »
3 0/0 amortiss. .	82 75	» 10 »
4 1/2 0/0 1883 .	109 20	» 10 »
Cous. anglais .	99 1/2	» 1/16
Égyptien .	97 00	» 30 »
Autric. (or) .	83 1/4	» 1/4
Esp. Extér. nouv.	53 3/4	» 1/4 »
Egyptien 6 0/0 .	323 75	» 1 25
Ch. Égyptiens .	442 50	» 05
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 35	» 25 »
Banque ottomane	507 50	» 25 »

Les nouveaux abonnés qui nous en feront la demande recevront tout ce qui aura paru de notre roman

LE GARS PERRIER

au moment de leur souscription.

NOUVELLE PRIME D'ÉTRENNES

Nous sommes heureux de pouvoir offrir cette année à tous nos abonnés d'un an une PRIME GRATUITE tout exceptionnelle, c'est-à-dire originale, très artistique et d'une beauté qui lui vaudra la faveur d'être placée dans les plus riches bibliothèques. Cette Nouvelle Prime a pour titre :

Promenades

JAPONAISES

TOKIO-NIKKO

Texte par Emile Guimet

DESSINS PAR FÉLIX RÉGAMÉY

Ce magnifique volume in-quarto, superbement édité par la maison Charpentier et relié par A. Lénègre, vous transporte agréablement au Japon et vous fait connaître ce merveilleux pays, son passé et son présent, mieux que ne pourrait le faire le guide le plus complet, grâce au crayon de F. Régaméy, au texte de son compagnon de voyage Emile Guimet, et aux fantaisies japonaises du célèbre peintre humoristique Kiosai.

(Frais d'expédition : 4 francs.)

PARIS, 17 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin au ministère de la justice, sous la présidence de M. Henri Brisson. Ils se sont occupés de la discussion des crédits du Tong-King. Ils demanderont le vote de la somme intégrale fixée dans le dispositif du projet de loi qu'ils ont déposé sur le bureau de la Chambre. Ils considéreront toute réduction opérée sur ce chiffre comme un blâme infligé à leur politique.

AU PALAIS-BOURBON

L'attente des rapports sur les crédits a attiré une foule considérable au Palais-Bourbon. Au début de la séance, la salle est comble et très agitée. Un très grand nombre de députés vont au bureau, attendant le dépôt du rapport pour se faire inscrire afin de prendre part à la discussion.

M. Pelletan monte à la tribune à 2 h. 25

AU LUXEMBOURG

Le docteur Déprez, sénateur républicain, maintient sa question au gouvernement sur la loi de laïcisation des hôpitaux.

Après l'interpellation de M. Baudry-d'Asson sur la suppression des traitements aux ecclésiastiques, M. Buffet voulait renoncer à son interpellation. Il la maintient sur les instances de ses amis.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

M. Buvignier dépose un rapport sur un projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter 25 millions pour la création d'une Bourse de commerce.

Le rapporteur demande la déclaration d'urgence.

M. Raoul Duval dépose un rapport sur un projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour le traitement des curés.

Une réduction de 80.000 fr. avait été votée sur le crédit de ce chapitre en sus des vacances qui courraient se produire. Ces vacances se sont produites en nombre beaucoup moins considérable qu'on ne le supposait ; de là, la nécessité de ce crédit supplémentaire.

Le rapporteur demande l'urgence et la discussion immédiate. L'urgence est déclarée.

A la majorité de 278 voix contre 160, le projet de loi est ensuite adopté.

M. Pelletan dépose un rapport au nom de la commission chargée d'examiner la demande de crédits pour le Tong-King. La lecture de ce rapport est ordonnée.

Le rapporteur expose que la commission n'a point méconnu la gravité de la tâche qui lui était confiée ; elle avait à se pronon-

cer sur une des solutions les plus importantes qui puissent s'imposer.

(La séance continue.)

INTÉRIEUR

Nous publions à la deuxième page le résultat de l'élection de la Seine, du 13 décembre, proclamé aujourd'hui par la commission de recensement.

Lyon, 17 décembre.

Les Missions catholiques publient un intéressant récit du siège soutenu, du 9 septembre au 2 octobre, par les Annamites chrétiens, réunis dans le collège de Ann-Ninh, province de Quangtr, contre les bandes du régent Thuyet.

Les chrétiens, dirigés par les missionnaires, ont repoussé sept assauts, malgré le manque presque absolu d'armes et de munitions.

Ils ont été enfin délivrés, le 2 octobre, par la compagnie Dallier, des chasseurs à pied.

ÉCROULEMENT DU PONT-NEUF

Ce matin, à sept heures et demie, un sergent de ville ayant remarqué que de larges fissures se produisaient dans la partie pavée du Pont-Neuf (de la rue Dauphine au terre-plein), avertit aussitôt le service de la navigation.

M. Guyard, ingénieur en chef vint immédiatement sur les lieux et fit téléphoner aux Compagnies du Gaz et des Eaux de couler toutes les conduites traversant cette partie du pont.

Les vannes de secours de la Compagnie du gaz arriva bientôt, sous les ordres de M. G. Lantier, qui fit couper toutes les conduites ; deux gaziers furent à moitié asphyxiés ; transportés chez un pharmacien, ils purent reprendre leur service une heure après.

Les ingénieurs de la Ville, les inspecteurs de la navigation ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter un effondrement complet. C'est ainsi que l'on a procédé d'abord à l'allègement de cette partie du pont en enlevant les parapets, les pavés et les dalles du tablier, tandis que les ouvriers de la Compagnie du gaz et de la Compagnie des eaux comptaient les conduites et enlevaient les réverbères.

Jusqu'à présent, on espère pouvoir sauver la partie qui est menacée d'une complète destruction. Le petit bras de la Seine, qui aboutit à l'écluse de la Monnaie, n'a pour ainsi dire presque pas de courant et la crue diminue.

L'effacement de la pile principale a produit une crevasse qui s'étend sur toute la longueur du pont. Une large excavation laisse à découvert les voussoirs.

La circulation est interdite sur ce point. Une escouade de gardiens de la paix en défend l'accès place Dauphine et à l'entrée du quai des Grands-Augustins.

Nous avons rencontré sur le théâtre de l'accident MM. Caubet, Bartet et Forgeuray, ingénieurs en chef ; Klein et Adde, ingénieurs des eaux.

Dernièrement, on disait que M. Grévy se portait comme le Pont-Neuf ; nous avouons être de cet avis, aujourd'hui.

EXTÉRIEUR

L'agence Fournier nous communique les dépêches suivantes :

Londres, 16 décembre.

Tous les journaux s'occupent de la situation en Égypte, et demandent l'envoi immédiat de renforts.

Le vapeur *Rosetta* est parti hier de Woolwich pour l'Égypte, ayant à bord un détachement du génie royal et un autre du corps de l'intendance.

Le vapeur *Verona* est également parti hier, il doit embarquer à Malte et à Gibraltair des troupes pour l'Égypte.

Londres, 17 décembre, matin.

Les journaux anglais publient la dépêche suivante :

Berlin, 16 décembre.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* annonce que le traité de commerce entre les cabinets de Londres et de Rome, au sujet des opérations éventuelles à faire contre les rebelles du Soudan, et bientôt un corps d'armée italienne sera envoyé à Souakim.

On mande d'Athènes au *Standard*, le 16 décembre :

« L'organe ministériel annonce aujourd'hui qu'un Congrès se réunira sous peu à Vienne, afin de réviser certaines clauses du traité de Berlin. On espère que le Congrès prendra en considération les souffrances des populations chrétiennes de l'Épire et de la Macédoine. »

Rome, 17 décembre.

L'acte de médiation entre l'Espagne et l'Allemagne vient d'être signé au Vatican par les représentants des deux pays et le cardinal Jacobini. Il se compose des bases formulées par le Pape et acceptées par les parties, et des articles arrêtés d'accord entre les deux pays à la suite de leur adhésion aux bases de la médiation.

En Orient

L'agence Havas nous communique les dépêches suivantes :

Vienne, 17 décembre.

Le gouvernement austro-hongrois a adressé à ses ambassadeurs une Note, dans laquelle il constate l'adhésion de la Serbie et de la Bulgarie, et répond à certaines objections présentées par cette dernière.

Sofia, 17 décembre.

Le bruit a couru avec persistance que l'Autriche aurait insisté auprès de la Serbie pour que celle-ci évacuât le territoire de Vardar, afin de donner satisfaction aux susceptibilités bulgares.

Si cette nouvelle se confirme, on pourrait considérer le conflit serbo-bulgare comme terminé, car l'on ne doute pas ici que, si cette satisfaction était donnée, les dispositions du gouvernement bulgare ne devaient telles qu'elles amèneraient rapidement la conclusion de la paix.

Madjid-pacha arriva ce soir à Sofia.

On ne croit pas que les travaux de la commission durent plus de quelques jours,

le mauvais temps rendant presque impossible les jour dans les Balkans.

INFORMATIONS

On sait que le conseil municipal de Paris a décidé que les intérêts, et les lots de l'emprunt projeté seraient payés au moyen de 4 centimes additionnels au 4 contributions, et de 20 centimes sur le foncier.

Au total, l'impôt foncier serait donc surchargé de 24 nouveaux centimes.

Le gouvernement admettra-t-il cette combinaison, précisément au moment où les Chambres se montrent partisans des dégrèvements des taxes foncières ?

C'est peu probable.

Le conseil municipal sera donc appelé à rectifier son vote sur ce point et, comme ses alliés et venues nécessiteront un certain temps, il est à peu près impossible que la loi autorisant l'emprunt de la Ville intervienne cette année.

Le gouvernement va déposer sur le bureau de la Chambre le nouveau projet de traité conclu entre la France et l'Italie, la Belgique, la Suisse et la Grèce.

Le Parlement devra examiner d'urgence la convention nouvelle ; il est indispensable que son vote intervienne avant le 31 décembre prochain, puisque le traité actuel expire définitivement à cette date.

M. Decrais, ambassadeur de France près le Quirinal, a été autorisé à signer la prorogation jusqu'au 1er mai prochain, du traité de navigation avec l'Italie.

Cette prorogation permettra-t-elle aux représentants des deux pays de s'entendre ?

Nous le désirons ; toutefois, nous devons constater que l'accord n'a pu se faire sur la question du cabotage.

Une mission spéciale vient d'être confiée au Cambodge à M. le capitaine d'artillerie Dunoyer.

Cet officier est chargé d'étudier l'établissement d'une série de forts et de postes militaires qui viendront compléter utilement les ouvrages de défense qui existent déjà sur le territoire cambodgien.

Dés que le plan d'ensemble préparé par le capitaine Dunoyer aura été approuvé par le capitaine Begin, gouverneur intérimaire de la Cochinchine, les travaux effectifs seront entrepris.

Pour les exécuter, M. Dunoyer aura sous ses ordres un corps d'ouvriers civils et militaires.

La précaution n'est pas inutile, étant données les récentes révoltes qui ont éclaté au Cambodge.

On nous écrit que les agents du gouvernement se livrent aux manœuvres les plus scandaleuses dans le Tarn-et-Garonne, qui est appelé à réélire dimanche prochain ses députés invalides.

Cette pression ne nous surprend pas. Il est même probable que, dès demain, le département sera inondé de discours grotesques que ce petit roquet de Goblet a aboyé avant-hier pour faire peur aux honnêtes gens.

Le Tarn-et-Garonne va donc se charger d'apprendre au Goblet en question qu'il perd sa salive, et à la majorité de la Chambre qu'elle se méprend en invalidant les élus du suffrage universel.

C'est le Tarn-et-Garonne qui est appelé, avant les autres départements en cause, à donner cette leçon aux gens des gauches du Palais-Bourbon. La leçon sera complète, nous l'espérons, et les farceurs qui s'imaginent intimider les électeurs, vont savoir, dès lundi matin, à quoi s'en tenir.

Nos lecteurs connaissent le projet qui a été mis en avant, pour le cas où le Congrès relatif à l'élection du président de la République serait réuni avant la réélection des députés invalides : la droite produirait une protestation motivée, puis se retirerait de la salle du Congrès.

Il nous revient que les républicains s'indignent vivement de savoir si les droites se résoudront à mettre un tel projet à exécution. Pourquoi non ?

En présence de l'attitude tyrannique d'une majorité républicaine qui, par esprit de parti et suivant son bon plaisir, exclut du Parlement des élus du suffrage universel et prive ainsi plusieurs départements de leur représentation régulière, pourquoi donc tous les conservateurs ne tiendraient-ils pas à faire ressortir, publiquement et devant le pays tout entier, l'iniquité de cette majorité ?

On parle du règlement parlementaire ; il y a un règlement bien supérieur à celui-là, c'est la volonté des électeurs, que la majorité républicaine a l'impudence de méconnaître.

On dit aussi que le temps manque pour faire faire les élections avant le 30 janvier. — Et que nous importe, à nous ! Il ne fallait pas invalider, puisque les élections ont été régulières. Au surplus, que les républicains ajournent, s'ils le veulent, la réunion du Congrès jusqu'au 15 janvier, conformément au paragraphe 15 de l'article 3 de la loi du 16 juillet 1875, — c'est leur affaire, cela ne nous regarde pas.

Ce que nous savons, c'est que tous les départements ont le droit d'être représentés au Congrès, parce que tous ont le droit d'être à la Chambre.

Si la majorité républicaine prétend exclure certains départements, c'est une

usurpation et un outrage à dévoiler hautement.

La protestation des conservateurs sera donc une accusation aussi énergique que juste contre cette misérable majorité.

Le centre gauche s'avoue vaincu.

MM. Ribot, Devès, Leveillé, Michau, Hiéland et Ch. Dollfus font connaître, dans une petite épître sèche et pénétrante qu'ils ne sont plus candidats pour le scrutin de ballottage.

Voilà donc enfin M. Ribot convaincu que son collaborateur au *Journal des Débats*, M. Weiss, avait raison quand il disait que la République conservatrice est une bêtise.

M. Ribot en est lui-même la preuve, et il peut rendre en personne témoignage à M. Weiss.

Maintenant, il s'agit de savoir combien durera la conviction présente de M. Ribot : il est si volage, sans en avoir l'air.

MOEURS SÈVÈRES

M. Jules Simon est un homme plein de sens, instruit comme Pic de la Mirandole, aimable, poli et même profond. Comment se fait-il qu'en politique ses prévisions aient été toujours démenties par l'événement, que son autorité sur son parti ait été toujours contestée et contestable, que tous les sages conseils qu'il donnait à ses amis aient été méconnus ?

Il figure dans le monde moderne Saint-Jean le Précurseur qui disait lui-même :

« Je suis la voix de celui qui crie dans le désert. » Il est le précurseur du rétablissement d'un régime conservateur ; il est le prophète de la fin de la République, l'Israël des subversions nécessaires pour rentrer dans l'ordre logique du développement et du progrès naturel des sociétés.

Son malheur constant — le 16 Mai l'a prouvé — est qu'il est, de cœur, en contradiction avec son parti, tandis que, de fait, il semble se conformer à sa discipline. Il est évident que le maréchal de Mac-Mahon, le 16 mai 1877, ne pouvait voir en lui un démagogue. Mais il est non moins visible que M. Jules Simon faisait, inconsciemment, nous le voulons croire, mais très réellement le jeu de la démagogie, lorsque la fameuse lettre présidentielle, qui fut le principe du désastre des conservateurs, vint l'atteindre.

M. Jules Simon est donc un républicain platonique. Nous n'avons point dessein de faire un calembour, mais le calembour ici pourrait être de mise. Le philosophe aspire à la République de Platon ; mais lorsqu'il se trouve en face de la République de feu M. Gambetta, de celle de M. Ferry ou de M. Clémenceau, il fait la grimace et il déclare très franchement que ce n'est pas la sienne.

On ne peut lui en donner une autre : c'est une vérité manifeste. Mais il regrette quand même celle qu'il a rêvée, ce qui le conduit à dire de rudes vérités à celle qu'on lui présente.

C'est ce qui explique que dans un article publié hier par le *Matin*, notre illustre confrère se soit épanché jusqu'à souhaiter que la République présente eût des mœurs sévères. Cela lui paraît indispensable à la pérennité du régime que nous subissons.

Avoir des mœurs sévères, n'est pas, certes, un moyen de durer à la portée de tous les gouvernements. Nous concédons très volontiers que les gouvernements qui imposent ou qui inculquent des mœurs sévères aux nations qu'ils régissent se défendent mieux que tous les autres contre les causes de destruction qui atteignent toutes les choses humaines. Mais ce qui nous paraît impossible et ce que la sagacité reconnue de M. Jules Simon aurait dû découvrir, c'est que la République en France, non seulement est incapable de nous donner des mœurs sévères, mais ne peut nous donner que des mœurs frivoles, on pourrait dire dépravées.

La République prend son personnel gouvernant où elle le trouve ; elle ne le choisit pas. Comment pourrait-elle le choisir ? Tous les déclassés que le suffrage universel lui envoie et contre l'invasion desquels elle n'a aucune sauvegarde, tous les aventuriers que la camaraderie recommande ont des titres à ses bons accueils et même à sa reconnaissance.

Dans ce monde où les appétits gouvernent, on serait vraiment mal venu, si l'on s'avisait de prêcher l'austérité des mœurs.

A cet ancien ministre de la République, qui a pris sa femme sur les quais de Cherbourg où grouillait la prostitution à l'usage des matelots, à cet autre qui a pris la sienne dans la bohème pseudo-littéraire, allez prêcher la retenue, la nécessité de donner le bon exemple qui, dans les États bien réglés, s'impose surtout aux gouvernants, ils vous répondront que leurs femmes, toutes tarées qu'elles fussent, ont reçu le monde diplomatique dans les locaux officiels, que c'est là précisément le titre de gloire et la véritable Charte d'émancipation du régime et que, sous un gouvernement qui vise à tout réformer, l'abandon des préjugés qui dominent les jugements du monde sur les mœurs, est particulièrement urgent.

Prêchez aussi l'austérité dans les

mœurs à ces députés éminemment opportunistes, qui estiment que la liberté la plus précieuse, conquise par l'émeute du 4 septembre, est la liberté du tripotage financier. Comptez-les, ces serviteurs honteux, mais officiels, des entreprises et des industries véreuses, qui bravent le scandale à force d'audace, mais que le mépris des honnêtes gens atteint. Après cela, dites-nous si l'existence de la République n'est pas liée à la permanence de ces abus et de ces ignominies patentes, et rendez-vous compte de l'impossibilité pour un pareil gouvernement de réformer les mœurs en attendant la réforme des lois.

C'est justement cette nécessité de réformer les mœurs, en attendant la réforme des lois, que, dans une conversation récente, un jeune prince, sur qui reposent bien des espérances, nous signalait naguère dans une conversation dont nous garderons longtemps le souvenir : Il s'élevait, avec une éloquence entraînante et émue, contre le dévergondage qu'a popularisé la République, et nous faisait entrevoir un avenir où l'honneur serait à sa place, c'est-à-dire à la première place, et où la vertu serait un titre à la considération.

C'est une chimère, à votre gré, ô monsieur Jules Simon, philosophe qui recommandez les mœurs austères ! Mais c'est une chimère qui n'est peut-être pas loin de nous.

Une Souscription

Oni, c'est le suffrage universel qui est renié, qui est outragé par la majorité républicaine de la Chambre, ce sont les électeurs eux-mêmes qui sont atteints par les invalidations iniques que vote cette majorité.

C'est par conséquent aux électeurs qu'il appartient de se défendre.

Leur cause est celle des députés invalidés. Ceux-ci vont recommencer la lutte, avec toute l'énergie commandée par la situation, avec tout le patriotisme qui leur convient d'opposer aux passions des sectaires de gauche avec la volonté, mieux encore, avec la certitude de vaincre.

Mais pour que leur victoire, qui sera celle des électeurs, ait toute sa portée et tout son éclat, il faut, suivant nous, que le public se charge de la préparer lui-même.

Voilà pourquoi nous trouvons très juste l'idée de couvrir au moyen d'une souscription les frais des élections qui auront lieu dans les départements frappés d'invalidation.

Ce sera répondre dignement à cette majorité avilie qui, pour ses amis, compte sur les fonds secrets obtenus d'avance de la complexité du gouvernement actuel.

Ce sera écarter sous une grande et noble protestation l'outrageant insolence des ennemis du suffrage universel.

Cela en un mot aura cette signification : — C'est que les électeurs, dont les gens de la majorité républicaine affectent de dédaigner les décisions, auront montré que ce n'est pas impunément qu'on s'attaque à eux, qu'ils relèvent le défi qu'on ose leur jeter, qu'ils ont la volonté d'en finir, et qu'ils prennent directement et personnellement en mains l'affaire de la réélection des députés invalidés.

LE FAIT DU JOUR

Les Bataillons scolaires

Pendant les tristes jours du siège de Paris, un homme d'esprit inventa le mot de *patrouille montante* pour qualifier le besoin de jouer au soldat qui s'était emparé de certaine partie de la population parisienne.

Parader dans les rues et devant la statue de Strasbourg, le fusil sur l'épaule, le sac au dos, au son du tambour et du clairon était l'exercice favori des patriotes. Ce n'était pas dangereux et on y gagnait l'appât nécessaire pour faire honneur aux cantines municipales — en attendant l'heure d'aller chez le marchand de vins causer de la *sortie* torrentielle qui devait rejeter les Prussiens hors de France.

Le général Trochu essaya d'utiliser cet esprit guerrier, mais la *patrouille montante* n'avait rien à voir avec le patriotisme et lorsqu'il voulut les envoyer aux avant-postes, les *sang-impur* restèrent tranquillement chez eux. Ils se réservaient pour une autre besogne !

La Commune, égarée, après avoir ensanglanté Paris et jeté sur notre pays une honte ineffaçable, on put croire la *patrouille montante* à tout jamais démodée, mais un jour vint où les complices de l'épouvantable orgie de 1871 repaurent plus puissants que jamais, légalement maîtres cette fois de cette France qu'ils n'avaient point voulu défendre, mais qu'ils avaient failli égarer. Et leur premier soin fut nécessairement de réorganiser leur armée disséminée.

La garde nationale avait été abolie, on inventa les bataillons scolaires et les municipalités radicales prirent, sous leur haut patronage, cette institution nouvelle, qui, sous couleur de patriotisme, n'avait d'autre objet que d'enregistrer ceux que les esprits clairvoyants ont appelés les *pupilles de la Commune*.

L'uniforme était assez gracieux ; les bons parents qui, au jour de l'An, coiffent leurs enfants d'un shako d'artillerie ou d'un turban de zonave, étaient enchantés de voir leurs bambins porter un vrai fusil, jouer pour de vrai au soldat, et défiler, armée de Lilliputiens, devant les Guiltivers de la municipalité parisienne aux fêtes du 14 Juillet. Les bataillons scolaires furent donc d'un recrutement facile.

Mais voilà que tout à coup on s'est aperçu

que cette plâtrerie militaire pourrait bien avoir plus d'inconvénients que d'avantages.

Apprendre aux enfants à marcher au pas, les initier au maniement du fusil, c'est chose évidemment fort utile, puisque l'école est aujourd'hui obligatoire, mais tout cela ne peut-il se faire à l'intérieur des écoles, sous la direction d'un ancien sous-officier ou d'un maître de gymnastique ?

Evidemment ! D'autant plus que les jeunes *scolos* commencent à prendre des allures de petits soudards, ne dédaignant point d'en griller une et de prendre quelques canons sur le zinc !

Certaines municipalités ont donc cru utile de couper court aux abus qu'entraîne l'existence des bataillons scolaires, et les ont supprimés purement et simplement. C'est à la ville de Neuilly que revient l'honneur de cette intelligente initiative, adoptée depuis par plusieurs autres communes. Le 15 novembre, à l'unanimité des voix, le bataillon scolaire de Neuilly a été supprimé par le conseil municipal, et parmi les considérants qui accompagnent cette décision, nous trouvons ceci :

« Que l'expérience a prouvé que les exercices extérieurs ne sont que des exhibitions plutôt nuisibles qu'utiles au point de vue

Lainé, Mathieu, naquit le 10 octobre 1870, pendant le siège de Paris, puis vint successivement à Ismail — Ferdinand — Bertrand, frère jumeau de la jeune Consuelo — Hélène — Solange — Paul Marie, fils de la reine Isabelle d'Espagne — Emmanuel, et enfin la fillette née hier, et qui, selon la promesse faite par M. de Lesseps à son dernier voyage à Buda-Pesth, portera comme nom de baptême, un nom hongrois.

M. de Lesseps a perdu une fille en bas âge, qui s'appelait Ismaila.

En comptant les fils aînés, MM. Charles et Victor de Lesseps, issus du premier mariage, le Grand-Français compte donc aujourd'hui 12 enfants vivants.

Dans le but de donner un peu d'animation à la vie mondaine dont le peu d'entraînement à des conséquences fatales pour le commerce parisien, on prépare actuellement une grande fête qui aura lieu dans la galerie Georges Petit.

Il s'agit cette fois d'une fête comme on en voit peu.

On se propose de convoquer toutes les dames patronnesses d'une des œuvres les plus sympathiques et les plus utiles de Paris à une soirée-concert d'un autre tout nouveau.

Un seul numéro du programme suffira pour donner un avant-goût de la fête qui s'organise.

On entendra dans un acte inédit d'Edmond Godein et la fois Sarah Bernhardt, Reichenberg, Coquelin et Febvre.

On annonce, pour le samedi 19 décembre, un grand dîner chez la princesse Jouriewski Dolgorouki.

La Société philharmonique des Combattants de Paris donnera, samedi prochain 19 décembre, le bal annuel de la Sainte-Cécile, dans la salle du Grand-Orient, 16, rue Cadet.

A cette fête sont conviées les familles des membres honoraires et des membres excédentaires, ainsi que leurs amis.

Hier dans l'après-midi, à celui au Vésinet, entre MM. Aurélien Scholl et de Labryère, la rencontre dont nous avons parlé.

A la troisième reprise, M. Georges de Labryère a été atteint à la partie moyenne externe du biceps d'une blessure de trois centimètres de profondeur qui, de l'avis des deux médecins, a rendu impossible la continuation du combat.

Mardi dernier, grand assaut d'armes au Cercle artistique de la Seine, en présence d'un jury composé de :

MM. le général Henriot Bérthier, membre, président; le capitaine Dérue, Vergin, député de Seine-et-Oise; Berger, Adolphe Tavernier et Hottelet.

Beaucoup de monde, soirée très intéressante.

Parmi les tireurs : MM. Varille, Alesandri, Charpillon, Kirschner, Bergès fils, Paoletti, Weber, les trois tireurs de Joinville : MM. Calmes, Berretot et Gabriel.

Le baron Louis de Coters et le terrible gaucher Rue ont été vivement applaudis, ainsi que M. Rochi, le remarquable professeur de la salle d'armes du Cercle et son compatriote M. Baris, tous deux très forts.

Ce dernier doit, ce soir jeudi, se mesurer au Cercle de l'escrime, avec le professeur Hottelet.

La nouvelle à court — et nous nous en sommes fait l'écho — que le fils de M. Meissonnier avait été mordu par un chien enragé.

Nous sommes heureux de démentir cette nouvelle. C'est un domestique de M. Meissonnier qui est en traitement chez M. Pasteur.

Nous nous sommes élevés maintes fois contre les inconvénients et les abus offerts par la plupart des bureaux de placement, et nous demandons instamment que la préfecture de police interloque, dont l'affaire Marchandon avait dévoilé la moralité.

Le syndicat central des propriétaires, industriels et commerçants s'est à son tour inquiété des dangers offerts par ces offices, et ce soir il tiendra, rue Cadet, à la salle du Grand-Orient, une grande réunion dans le but de porter remède au fonctionnement défectueux des agences dans lesquelles les commerçants sont souvent obligés de recruter leur personnel.

On ne peut que féliciter le syndicat d'avoir pris une initiative que M. le préfet de police aurait dû prendre depuis longtemps.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 17 DÉCEMBRE

En France, quelques pluies ou des brumes sont probables dans les régions du Nord et du Nord-Est, ailleurs, le temps reste au beau et au froid.

A Paris, hier, temps assez beau; fort brouillard dans l'après-midi et le soir.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS
MANCHE. — Vent faible; mer belle.
Océan. — Vent faible; mer belle.
Méditerranée. — Vent faible; mer belle.

Aujourd'hui, 17 décembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin... — 2 1/2
A onze heures du matin... — 1 3/4
A deux heures du soir... — 2 1/2
Température la plus basse de la nuit — 2 5/8

Le baromètre est à 773 millimètres.

LA COMMISSION DES CREDITS

M. Camille Pelletan a achevé devant la commission la lecture de son rapport, c'est-à-dire la partie de ce document relative à la répartition des crédits contenus dans les rapports de MM. Baille et Casimir Perier.

Un débat s'est engagé sur la publication de la note de la minorité, note très volumineuse.

Plusieurs membres de la commission ont fait remarquer que cette note, qui équivaut comme étendue au tiers du rapport de M. Camille Pelletan, et qui constitue un véritable contre-rapport, ne pouvait être insérée à la fin du rapport lui-même et ne devait prendre place qu'en tête des pièces

annexes. Les membres de la minorité se sont rangés à ce dernier avis mais ont fait remarquer que, dans cet état, leur protestation ne serait pas lue à la tribune aujourd'hui en même temps que le rapport.

La minorité a reconnu cependant que le rapporteur de la commission ne pouvait terminer sa lecture à la tribune par une protestation aussi longue contre les conclusions mêmes de son rapport et il a été décidé qu'une demande serait faite auprès du bureau de la Chambre pour obtenir l'insertion de cette note à l'Officiel qui paraîtra vendredi matin.

La commission a décidé que les rapports de MM. Delaunay, Casimir Perier et Lalande seraient publiés en un volume spécial.

Outre la protestation de la minorité, les pièces annexes contiendraient un certain nombre de dépêches dont voici l'énumération à peu près complète : Les trois dépêches du général de Courcy que nous avons récemment publiées; les dépêches du général de Courcy sur les opérations à l'Annam, en particulier à Hué; les dépêches du général Brière de l'île sur le même objet; la dépêche du général Brière de l'île qui fut démentie et tronquée par M. J. Ferry; une dépêche de Tuyen-Quan reconnaissant que l'armée chinoise manœuvrait à l'européenne; une dépêche du général Nègre sur les forces de l'armée chinoise; la dépêche par laquelle le général Brière de l'île réclamait 60,000 hommes pour l'occupation du Tong-King et que le général a depuis qualifiée de boutade, etc., etc.

Après une courte discussion, la commission a décidé que le rapport conciergerait au vote du quart des crédits demandés par le gouvernement. Cinq membres ont voté contre cette résolution.

Le rapport sera déposé aujourd'hui à la tribune par M. Camille Pelletan. Il n'est pas douteux que la Chambre en fera la lecture immédiate. La discussion s'ouvrira immédiatement à midi. Si la commission est consultée sur cette date, elle l'appuiera certainement.

CHRONIQUE ELECTORALE

Seine
Résultats proclamés
par la Commission de recensement

Ce matin, à dix heures et demie, a eu lieu à l'Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, le recensement général des votes du scrutin du 13 décembre, pour compléter la députation du département de la Seine.

Cette opération a eu lieu en présence d'une commission de cinq membres pris parmi les conseillers généraux du département.

La séance était présidée par M. Delhomme.

Voici les chiffres officiels, tels qu'ils ont été arrêtés par la commission de recensement :

Nombre d'électeurs inscrits..... 561.617

Dont le quart est de..... 140.404

Votants..... 381.032

Suffrages exprimés..... 378.159

Majorité absolue..... 189.080

Liste conservatrice

MM. E. Hervé..... 87.258 voix

Calla..... 85.984

Du Barail..... 85.971

Dénys Cochlin..... 85.882

Ferd. Duval..... 85.203

Vacherot..... 84.745

Union de la presse radicale

MM. Millereand..... 139.161 voix

Mallard..... 132.946

Labordère..... 132.729

De Douville Mallieue..... 117.335

Achard..... 116.927

Briaoul..... 115.650

Alliance républicaine

MM. Déroulède..... 105.792 voix

Ranc..... 94.905

Muzet..... 78.098

Greppo..... 68.412

Delahaye..... 52.438

Association républicaine

MM. Levaillé..... 52.206 voix

Ribot..... 42.752

Devès..... 37.726

Michau..... 34.305

Héland..... 29.099

Dollfus..... 27.550

Parti ouvrier

MM. Joffrin..... 31.118 voix

Allemand..... 27.922

Blondeau..... 26.577

J.-B. Perin..... 25.663

Courtois..... 25.618

Saint-Martin..... 25.513

Comité central socialiste

MM. Delbrousse..... 21.706 voix

Gambier..... 16.193

Maugé..... 12.580

Humbert..... 11.779

Flaux..... 10.893

Catala..... 8.943

Divers

MM. Mozat..... 5.878 voix

Toupart..... 5.688

Richbourg..... 5.643

Nourrit..... 1.805

Percebois..... 1.508

Vaillant..... 1.432

Vaughan..... 800

Félix Pyat..... 609

On sait que quelques électeurs sénatoriels du département de l'Ain avaient offert à M. Henri Germain une candidature que celui-ci avait refusée. M. Germain n'en a pas moins obtenu près d'un tiers des votes émis dans l'élection qui a eu lieu dimanche à Bourg; il a adressé à ses électeurs, pour les remercier, une lettre politique, dont nous reproduisons les passages suivants :

Le Parlement avait dit nettement le 31 mars, qu'il ne voulait pas continuer la politique suivie dans l'Extrême-Orient, qu'il était temps de s'arrêter, de limiter l'occupation et, en conséquence, le cabinet actuel a ajouté à l'occupation du Tong-King la conquête de l'Annam; il a doublé la tâche et les sacrifices imposés à la France. Le pays lui aussi a manifesté clairement sa pensée dans les dernières élections; il a fait savoir qu'il entendait restreindre son intervention dans l'Extrême-Orient au minimum nécessaire et on vient maintenant lui demander des sommes suffisantes pour occuper à la fois le Tong-King et l'Annam en attendant sans doute le jour prochain où on apportera une demande de nouveaux crédits pour le Cambodge.

Nous verrons bientôt si les 200 députés de la droite et les 200 de la gauche, qui depuis l'origine ont protesté contre les expéditions militaires et obtenu la confiance de la majorité du pays en octobre der-

nier, seront fidèles à leur passé et à leur serment, s'ils sauront séparer la question ministérielle et l'intérêt national.

Il faut d'abord, puisque les auteurs de cette funeste entreprise s'efforcent de confirmer le vote du 31 mars et par conséquent signifier au cabinet actuel qu'en ajoutant aux sacrifices imposés par le Tong-King de nouveaux sacrifices pour l'Annam, il s'est mis en contradiction avec le pays.

La question ministérielle ainsi vidée, il ne sera pas moins nécessaire de s'expliquer clairement sur l'intérêt national. Il faut qu'on sache ici et au dehors, dans l'Extrême-Orient et en Europe, que la France, engagée même contre son gré, ne fût pas sa signature et n'abandonne pas ses clients. Si elle regrette qu'on ait dépensé ses trésors et versé son sang pour un résultat chimérique, si elle peut les auteurs responsables de cette politique en leur retirant sa confiance, elle ne fera pas faillite pour des dettes contractées en son nom, sans elle et malgré elle; mais elle limitera désormais son action au Tong-King et dans l'Annam au strict nécessaire pour assurer la sécurité de ceux qui se sont compromis pour nous et sauvegarder notre dignité. Il ne saurait être question, hélas ! de trouver dans ces pays des débouchés commerciaux.

Quand le peuple aura-t-il assez souffert ? Quand comprendra-t-il qu'il est la proie de quelques milliers de politiciens qui l'exploitent ? Je l'ignore, mais je compte sur ceux qui tiennent actuellement les administrations publiques et disposent du budget pour hâter cette date.

Le jour n'est peut-être pas éloigné où la nation signifiera leur congé aux hommes qui ont inscrit sur leur drapeau le Tong-King et le déficit.

Ces déclarations, ces accusations formelles n'empêcheront pas les ferrystes de s'écrier que l'entreprise du Tong-King sera la gloire de la République, et que nos soldats doivent y rester quand même; s'ils y meurent, on en enverra d'autres.

Les journaux commentent parfois des erreurs typographiques. Tantôt il s'agit d'un lapsus calami imputable à un rédacteur, tantôt de l'omission d'un mot ou de la substitution d'une lettre à une autre, substitution qui cause parfois des effets bizarres. En terme de métier, cela s'appelle des « coquilles ». Le lendemain, quand l'erreur a été importante, elle est ratifiée par un *erratum* et excusée par la rapidité du travail. On rit quelquefois, on proteste, puis tout est dit.

Mais que dire, que penser quand le même journal contient tout une colonne d'errata ?

C'est ce qui arrive aujourd'hui au *Journal officiel*. Le discours de M. Goblet est l'objet d'une série de rectifications. C'est une véritable cacographie.

La formule : au lieu de lire... est semée comme à plaisir. On croit parcourir une page de la grammaire Noël et Chapsal : *Locutions vicieuses*, ne dites pas : « colidor », mais corridor ».

Nous ne révélerons qu'un de ces errata.

An lieu de :

« ... il doit se défendre et se protéger vis-à-vis du pays... »

Lire :

« ... il doit se défendre et se protéger, sous peine de manquer à son devoir vis-à-vis du pays... »

Pardon, monsieur le ministre, mais c'est la première version qui est la bonne : en effet, il viendra un jour où vous aurez à vous défendre vis-à-vis du pays.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

DÉPÊCHES DE L'AGENCE FOURNIER

Espagne

Madrid, 17 décembre, minuit.

Ce soir une réunion tumultueuse a eu lieu au club conservateur.

M. Romero Robledo, ancien ministre de l'intérieur, a fait un violent discours contre M. Canovas del Castillo, déclarant qu'il avait laissé tomber le drapeau de la royauté.

Cette attaque a été approuvée par un grand nombre de personnes présentes. Il y a eu aussi d'autres discours très violents, mais la séance a été interrompue; le comte Yroeste, un zélé partisan de M. Canovas, ayant frappé fortement à la figure un des partisans de M. Robledo.

Pendant la séance qui suivit, les partisans de M. Canovas se retirèrent.

On assure que le cercle conservateur sera fermé par la police.

Affaires d'Orient

Londres, 17 décembre, soir.

Le *Daily Chronicle* annonce ce matin que la commission militaire internationale a quitté Vienne hier soir.

La réponse du prince de Bulgarie a été jugée satisfaisante.

Londres, 17 décembre, matin.

Le *Times* annonce que la réponse du gouvernement bulgare a été bien accueillie par les puissances.

Il sera fait droit aux demandes du prince Alexandre, et un délégué bulgare sera admis à se joindre à la commission.

DÉPÊCHES DE L'AGENCE HAVAS

Affaires d'Égypte

Londres, 17 décembre.

On mande du Caire au *Standard*, le 16 décembre :

« Comme on soupçonne qu'il se trouve dans la Basse-Égypte un nombre considérable d'individus ayant des rapports avec les rebelles, que de reste plusieurs de ces individus ont déjà été arrêtés, on a décidé de procéder à leur déportation sous l'inculpation de trahison. »

Un décret a été pris par lequel les individus qui ont été arrêtés par les troupes de l'armée anglaise, et qui ont été relâchés, sont considérés comme des étrangers et, à ce titre, protégés par les capitulations. »

Le *Journal officiel* publie un décret déférant à la juridiction des conseils de guerre tout individu coupable d'entretenir des relations avec les rebelles.

Angleterre

Londres, 17 décembre.

Le *Standard* écrit sous le titre : *Gladsstone s'il venait au pouvoir, réglerait la question irlandaise sur les bases suivantes :*

1° Maintien de l'unité de l'empire, de l'autorité de la reine et de la suprématie du Parlement impérial;

2° Création d'un Parlement irlandais auquel serait confié le règlement de toutes les affaires législatives et administratives, mais avec certaines garanties, notamment la représentation des minorités, la répartition équitable de toutes les dépenses impériales, et aussi probablement la nomination par la reine d'une partie des députés irlandais.

Etats-Unis d'Amérique

New-York, 16 décembre.

On mande de San-Francisco que la police a découvert une conspiration socialiste ayant pour but l'assassinat du gouverneur de Californie et d'un certain nombre de notables. Plusieurs arrestations ont été opérées.

Belgique

Bruxelles, 16 décembre.

Le *Patriote* annonce que M. Dumont, député de Nivelles, a déposé aujourd'hui à la Chambre une proposition de loi frappant d'un droit d'entrée le bétail étranger.

Le *Patriote* ajoute que la droite s'est prononcée dans une réunion en faveur de cette proposition, et qu'ainsi le gouvernement libéraliste a voté les députés libéraux de Gand.

Le Journal officiel

LE BACCALURÉAT DE L'ENSEIGNEMENT

SECONDAIRE

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, a constitué une commission composée des représentants des différents ministères, pour examiner les nouvelles sanctions qu'il y aurait lieu de donner au baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial.

Cette commission s'est réunie hier sous la présidence du ministre de l'instruction publique.

M. le ministre a dit en quelques mots à la commission l'objet de ses travaux et a demandé à la commission de déterminer les écoles de l'Etat et les carrières publiques dont le diplôme du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial pourrait à l'avenir ouvrir l'accès. La commission a abordé immédiatement l'examen des questions qui lui sont proposées.

NOMINATIONS DANS LE GÉNIE

Au grade de colonel, M. de la Taille, lieutenant-colonel, chef de 2^e bureau de la 4^e direction, au ministère de la guerre;

M. Perrot, capitaine, employé à l'Etat-major du génie du corps du Tong-King.

Au grade de lieutenant-colonel, M. Carrette, chef de bataillon, attaché au ministère de la guerre;

M. Grande, chef de bataillon, chef du génie à Montpellier, est désigné pour le 2^e régiment de l'arme.

Au grade de chef de bataillon :

M. Crouzet, commandant la 3^e section de la brigade topographique, à Grenoble. — Est désigné pour le 2^e régiment de l'arme.

M. Perrot, capitaine, employé à l'Etat-major du génie, détaché à Dunkerque. — Nommé chef du génie à Auxerre.

JOURNAUX ET REVUES

On sait que la Chambre a voté l'impression et l'affichage du discours de M. Goblet, ministre des cultes. Le *Français* dit à ce propos :

Ne pourrait-on pas faire suivre le discours de M. le ministre des cultes de la nomenclature de tous les desservants dont le traitement a été supprimé dans de si nombreux diocèses ? Il y aurait là un commentaire très éloquent de la harangue ministérielle. Nous applaudirions volontiers à une telle publicité. Plus les hauts faits de ce genre sont divulgués et plus se développe la réaction si heureusement commencée contre le gouvernement de la République.

— Le *National* s'occupe de l'affichage du discours de M. Goblet.

Seulement cet affichage ne sera pas d'un bout à l'autre aussi heureux. Nous sommes obligés de faire des réserves. Il y a dans le reste du discours des passages qui semblent destinés à satisfaire les passions du radicalisme plutôt qu'à faire l'éducation du suffrage universel, et qui représentent la vieille thèse que le clergé est l'ennemi.

Pent-on ainsi le dénoncer aux haines officielles, sans qu'il y ait dans ce fait à la fois une imprudence et un abus de pouvoir ?

Ge qui tombe des lèvres d'un ministre dans les débats d'une assemblée, n'est pas toujours bon à réserver à froid aux gens du dehors comme un manifeste gouvernemental. Exister le peuple contre les curés n'est toujours pas un moyen d'apaisement réciproque.

Et le *National* approuve fort la déclaration de guerre du ministre des cultes aux curés.

Que dirait-il donc s'il ne l'approuvait pas ?

— Un coup de crayon du *Figaro* consacré à M. Langlois, dit le colonel :

Ce n'est certainement pas pour récompenser ses services comme officier de marine qu'on a donné au fougueux M. Langlois un des meilleurs perceptions de Paris. M. Langlois n'a jamais dépassé le grade d'enseigne. Il est démissionnaire depuis 1848. C'est, en effet, pour se consacrer à la rédaction du *Peuple* de Proudhon, dont il était un des fondateurs, que M. Langlois a renoncé à la carrière de la marine.

Il a toujours été l'homme bruyant et tapageur, et tel point que, lorsqu'il se voyait son nom inscrit sur un rôle d'équipage, les officiers demandaient à être embarqués sur un autre navire. A bord, on lui confiait l'instruction des matelots illettrés. C'était la seule façon de le ramener au calme et d'avoir raison de sa manie d'argumenter sur tout et à propos de tout.

— On a communiqué au *Français* une lettre écrite par un officier du corps expéditionnaire du Tong-King.

Cet officier raconte avoir assisté à la brillante affaire de Than-Moi, commandée par le général Jamont :

Il résulte de ce récit que nos troupes, avant la tentative couronnée de succès du général Jamont, avaient subi un échec dont le gouvernement n'a jamais parlé

Petites nouvelles. — Domain vendredi 18 décembre, à trois heures, au cercle du Luxembourg, M. l'abbé Le Nordet fera une conférence publique sur le sujet suivant : Des utopies de notre temps touchant l'éducation des jeunes filles.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Les voleurs et les escrocs ont toujours en une prédilection marquée pour les bijoux. C'est là un fait que Brizard et Galopin partagent avec leurs collègues. Eux aussi rêvaient de dévaliser un bijoutier, et ils avaient essayé, à cet effet, d'un petit plan pas bien compliqué, mais qui n'a pas eu tout le succès qu'ils espéraient.

Galopin et Mitaine se présentent le soir chez M. Four, horloger, rue Paul-Louis Courier, pour faire réparer leur montre. Un compère d'entre eux, d'ailleurs, visiblement, et qui répond au nom de Brizard, et au surnom de Milo, l'isais le gret.

M. Four, qui la mine suspecte de ses clients inquiète, les invita à se retirer. Ce n'était pas leur affaire; bien loin d'obéir, ils firent signe à leur digne acolyte qui commençait à s'en aller dehors, et entra brusquement, en disant : « Il faut qu'il y ait, j'ajoute l'action à la parole, il se précipite sur le malheureux horloger qui saisit fortement à la gorge, pendant que Galopin et Mitaine faisaient ralle de tout ce qui se trouvait dans la vitrine. Les bijoux volés furent essentés une valeur d'environ 1,200 francs.

M. Four, qui, malgré son âge, lutait avec l'énergie du désespoir, saisi, dans un mouvement convulsif, un revolver chargé, placé sur un meuble contre lequel il se trouvait acculé, et tira trois coups sur son agresseur, qui s'affaissa, moriellement blessé.

Brizard et Galopin débâtèrent au plus vite, pas assez vite cependant pour qu'un dernier coup, tiré par le vieillard, ne pût atteindre Galopin et le blesser légèrement.

Au bruit des détonations, les passants s'étaient rassemblés; ils entrèrent dans la boutique, virent les hommes étendus, portèrent secours au malheureux horloger et prévirent la police, qui fait transporter Mitaine à l'hôpital de la Charité. Il y mourut dans la nuit sans avoir nommé ses complices.

On ne tarda pas à retrouver ces derniers, Brizard, à Paris, Galopin, à Bruxelles, et, à la raison des faits et des circonstances qu'ils commettaient devant la cour d'assises de la Seine, en compagnie de la fille Gabuy, maîtresse de Mitaine, qui avait eu, bien entendu, sa bonne part des bijoux volés.

A l'audience, M. Four, la victime, qui peut se vanter de l'avoir échappé belle, vient raconter les détails de cette odieuse agression.

Les prévenus rejettent naturellement sur Mitaine la plus lourde part de responsabilité; cela ne fait pas beaucoup de mal à leur camarade, puisqu'une bonne ballée, qui ne s'est pas trompée de route, en a déjà fait justice, et n'a eu aucun danger pour eux-mêmes, attendu, dans ce cas, étant mort, se trouve hors d'état de leur rendre la pareille.

Le jury a rendu un verdict affirmatif sur toutes les questions. Il n'a accordé le bénéfice des circonstances atténuantes qu'à la fille Gabuy.

En conséquence, condamne Brizard et Galopin à huit ans de travaux forcés, et la fille Gabuy à quatre ans de prison.

L'AFFAIRE LEBAS

Nous avons annoncé hier en dernière heure l'arrestation de Lebas, greffier adjoint du juge d'instruction. Lebas n'était pas seulement accusé d'avoir dérobé des pièces judiciaires; il s'était fait avancer à diverses reprises de l'argent par des personnes appelées au cabinet du juge en qui il se plaignait ou de témoins. Les prêts qu'il obtint ainsi s'élevèrent successivement à une somme totale de 3,000 francs environ, sur laquelle il ne fit que des remboursements insignifiants. Des emprunts contractés dans de semblables conditions constituaient un manquement grave aux devoirs professionnels.

Il y a d'autres faits relatifs à Lebas : ils constituent une escroquerie et une violation du secret professionnel, qui ont motivé une poursuite correctionnelle dans laquelle on trouve impliqués également un sieur Marie Raynaud, qui aurait provoqué la violation du secret professionnel; cette affaire sera appelée samedi prochain à la 10^e chambre du tribunal.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

Publications de la maison Hachette
Raphaël, sa vie, son œuvre et son temps, un vol. grand in-8°, par M. Eugène Müntz, ouvrage couronné par l'Académie française; nouvelle édition richement illustrée.

Il y a des terres privilégiées où les hommes de génie grandissent sous un ciel éminent dans l'admiration des choses de l'art offertes avec une telle profusion à leurs regards que le désir de créer à leur tour des chefs-d'œuvre s'en trouve stimulé.

Le petit duc d'Urbino, ainsi que le rappelle à propos le savant auteur du beau volume consacré à Raphaël, ce petit duc « eut la gloire de donner naissance à un grand des architectes, au plus grand des peintres, au plus grand des musiciens de l'Italie, à Bramante, à Raphaël, à Rossini.

C'est du peintre seul que s'est occupé M. Müntz, c'est de cet interprète, de ce que l'art peut traduire de plus pur et de plus haut, de plus divinément humain, si l'on peut s'exprimer de la sorte, qui est venu s'entretenir avec l'autorité de son expérience, un érudit qui a su grouper bien réellement, en accablant la vie de Raphaël, ses œuvres et son temps.

Que l'intéressant chapitre que celui intitulé : « Raphaël et la société florentine » ! Quelle curieuse chose que ces ressouvenirs de la jeunesse d'un grand artiste, spirituel et gai, apparaissant comme un cœur d'adventures avant que l'élévation de son caractère l'ait porté à rechercher la société d'hommes instruits et distingués. Quelle étude de spécialiste importante et charmante recèle les pages de ce passage hors de pair : « Les Madones dans l'art du moyen âge », « Les Madones de la première Renaissance », et comme à mesure qu'il avance dans son travail, l'écrivain sait fertiliser ses prévisions, coordonner les éléments de tous genres d'une œuvre à la fois multiple et faite et qui, par son titre même, doit fuiter M. Müntz à ne négliger aucun des renseignements que l'érudition profonde met au service des artistes sérieux.

Vulgarisateur en même temps qu'éducateur de haut vol, M. Müntz a voulu que son livre pût être lu par tout le monde; aussi, la clarté du style, l'expression toujours juste et une irréprochable réserve, tout concourt à faire de l'ouvrage édité par Hachette, une publication littéraire sans lacune et sans tâche. Si jamais sujet a été prêt à la reproduction des plus intéressants vestiges artistiques d'un siècle, certes, celui-ci, et rien à notre avis ne fait mieux connaître les étapes diverses, fournies par le génie de Raphaël que les innombrables gravures, dessins et planches qui viennent à l'appui de la lecture des recherches si laborieusement accumulées par M. Müntz.

« Le Tour du Monde », nouveau journal

de voyages, publié sous la direction de M. Charton et illustré par les meilleurs artistes.

Il n'en est pas de même pour les livres que pour les femmes : le temps, loin de nuire à leurs charmes, ne fait qu'en consacrer la réputation, qu'en augmente l'attrait, qu'en double les séductions.

Tous ceux qui suivent avec l'attention qu'il mérite le recueil si immensément riche à l'aide duquel, sans quitter le coin de son feu, on peut faire le tour du monde, ceux-là, goûtent chaque année, toujours plus vif, le plaisir que dispense, aussi bien aux imaginations vives qu'aux esprits sérieux, l'excellente publication d'Hachette. Les deux semestres de 1885, chacun formant un volume in-quarto rempli d'illustrations, sont particulièrement remarquables par la variété des récits.

Tous les noms s'y conforment, tous les pays y sont décrits et depuis les savants docteurs jusqu'aux plus courageux explorateurs, depuis les mémoires des compilateurs de notes au jour le jour, jusqu'aux plus brillants conteurs soulevés de la vérité qu'ils présentent élégamment vêtus, sans jamais pour cela nuire à l'authenticité du renseignement « Le Tour du Monde » contient les éléments les mieux faits pour instruire, sans que le pédalement, la monotonie, la sécheresse viennent gêner l'heureux ensemble d'une publication dont pas une page n'existe sans un dessin original et saisissant n'en complète l'agrément et les fructueuses descriptions.

Inutile d'insister davantage, du reste, sur la valeur d'une œuvre où le concours de l'intelligente collaboration d'innombrables voyageurs apporte l'écho de toutes les découvertes de la science, de la marche en avant de tous les progrès, et chose qui à son prix : toutes les surprises de l'imprévu.

HIPPOLYTE FOURNIER.

N. B. — Une fois de plus, nous attirerons l'attention des lecteurs sur un livre exceptionnellement édité par une librairie qui s'efforce, à bons droits, à libérer des Bibliophiles.

Nous voulons parler de « Faust », de Goethe, avec dessins de J. P. Laurens, et une préface critique très remarquable de M. Stapfer.

Le seul défaut de ce volume, merveille de typographie et spécimen du bon goût le plus achevé, c'est l'élévation de son prix plus apparente que réelle d'ailleurs, lorsqu'on tient compte de la perfection exceptionnelle de l'exécution et de la valeur que lui donnent les compositions d'un grand artiste. C'est aux donateurs d'étranges, connaisseurs de belles éditions, que nous recommandons tout particulièrement « le Faust », édité par Jouaust.

REVUE MONDAINE

Ce n'est pas sans une certaine émotion que nous reprenons nos courriers de la Patrie, interrompus par raison de santé; et nous sommes très heureux de présenter nos compliments de retour à nos bienveillantes lectrices, en réclamant de nouveau toute leur indulgence. Notre Revue mondaine essaiera de justifier de son titre en s'occupant du mouvement élégant et artistique, des bals, des réceptions, des modes, des arts, des théâtres et de toutes les actualités qui ne font qu'apparaître et disparaître.

Il n'y a pas encore de fêtes ni de réceptions suivies. On joue la comédie au château. C'est une grande distraction pour les longues soirées d'hiver, et en même temps une question d'amour-propre, car on tient à égaliser, sinon à surpasser les *étiquettes de théâtre*, aussi bien dans la comédie que dans l'opéra. On y arrive bien souvent. Telle grande dame et telle jolie femme sont des artistes accomplies, le théâtre Amberson, avenue de Messine, en est un exemple.

Les amusements d'Opéra-Comique sont une très heureuse innovation d'élégance pour la mode. On y fait toilette de gala, comme dans l'ancienne salle Ventador. C'est un véritable concours de premiers industriels inédites et charmantes. Samedi dernier, les *palmas écarlates* étaient au fait leur apparition dans les avant-scènes et aux premières loges. Cette ondulation de plumes et de marabouts voltigeait autour d'un joli visage et le poudrant pour ainsi dire, était d'une poésie exquise. Les sultanes se servent de ces palmes de marabouts avec une coquetterie étudiée. Les Parisiennes les surpasseront.

C'est Duverrier, le grand éventailiste du passage des Panoramas, — qui vient de remporter la médaille d'or à l'Exposition d'Anvers, — qui a mis ces éventails à la mode, pour le théâtre et pour le jour de l'an. Il leur a donné le doux nom de *Lachmé*.

Il y en a de toutes les nuances, selon les toilettes, avec un manche d'écaillé blonde, servant de monture. Plumes et marabouts blanc crème, avec Colombe au collier de diamants. — Plumes argentées et marabouts gris nuage servant de nid à quatre petits Colibris aux reflets de pierreries. — Plumes et marabouts vert mousse, avec très belle *perruche du Cap*, ayant un noeud cravate en satin vert mousse.

Plusieurs éventails Lachmé, en marabouts pourpre, fleur de lilas, bleu, et rose pâle, sur un coquet petit miroir que toutes les jolies femmes apprécieront.

Il y a encore l'éventail *Apothèse* sur fond de gaze loutre vert, rose et bleu pâle, avec Dessous mythologiques, sujets Louis XV et Louis XVI, oiseaux et papillons, papillons, signés Lassell, et d'autres noms d'artistes connus et appréciés, avec monture de nacre orientée d'or, dans les teintes de l'éventail. Tout s'enchaîne dans la mode et dans le mouvement mondain, et les bouquets de fleurs naturelles sont également disposés en palmes de lilas blanc, de roses thé, de violettes de Parme, de mimosa et de roses baronne de Rothschild, d'œillets rouges panachés et d'anémones de toutes nuances, par Mme Duluc, une artiste entre toutes, qui a succédé à Nice au jardinier Alphonse Karr.

Ne vous semble-t-il pas que toutes ces fleurs qui viennent du pays du soleil ont plus de parfum et de coloris que toutes ces pauvres fleurs languissantes s'épanouissant dans des serres?

Le bouquet nigoi, Alphonse Karr, que Mme Duluc monte avec les traditions du maître, est toujours nouveau et charmant. Le bouquet parisien lui revient de droit. Il est adorable, capricieux, élégant, unique et spirituel, car il dit bien d'aimables choses, dans le doux langage des fleurs.

Notiez que les fleurs nigoiennes sont les moins chères de toutes, tant elles s'épanouissent avec une prodigalité multiple.

A partir de 20 francs, port compris, Mme Duluc envoie un très joli bouquet à l'adresse indiquée.

Les bouquets montent graduellement jusqu'à 100 francs et 200 francs et s'épanouissent en coussins de fleurs, en

boules orientales, en chariots et en boîtes de fleurs, en sabots de Noël, en cortèges et en paniers Watteau.

Pour 5 francs, elle expédie tout simplement par la poste de charmantes petites boîtes de fleurs variées, contre un bon de même valeur, avec l'adresse du destinataire.

Ce qui plaît beaucoup, c'est qu'au immense succès, tout aussi bien pour les jours de réceptions que pour envois du jour de l'an, ce sont de grandes marines d'osier, remplies de fleurs coupées à même leur tige, et voyageant, les coquetteries, sur des lits de fougère. Que de surprises et de fleurs de toute essence dans ces marines d'osier, abritant toute la flore nigoise. Une jolie femme se transforme en bouquetière et compose elle-même ses vases et ses corbeilles.

R'est que temps de s'inscrire pour les bouquets et les marines de fleurs chez Madame Duluc, 5, Jardin public, successeur d'Alphonse Karr, à Nice (Alpes-Maritimes), car, à la dernière heure, les lauriers sont coupés.

Les fleurs sont du reste tellement de mode et de genre, que les tables de grands dîners vont se transformer en buissons de fleurs.

Toutes les grandes réceptions mondaines sont ajournées après le jour de l'an, et ce sont les chambres d'Opéra qui font florès en ce moment. Les toilettes sont des plus nouvelles, des plus fantaisistes et des plus étudiées; quelques-unes quasi-historiques, telles qu'une robe *Châteauneuf* en satin blanc brodée de perles et de chenille blanche, avec petits bords d'hermine. Une toilette *Montespan* en brocart *Aurore*, avec corset en tulle de guêpe, et tabier en satin aurore, constellé de pierres de jais de toutes les teintes du prisme solaire. — Une toilette *Duchesse de Bourgogne*, avec grosse guipure de Flandres, de nuance bise, et traîne de damas de même teinte que la guipure, fleurie de grosses tulipes de velours pourpre. Une toilette de satin rose, et de marabouts roses, teintes rose attachés par des colliers de perles roses.

Les contours du corsage décolleté, avec huit rangs de perles roses faisant draperie retenue au milieu par une très longue agrafe de diamants. Dans les cheveux pour Marie-Antoinette en plumes et marabouts, roses, avec oiseau en diamants.

Comment dire la nouvelle mode autoritaire qui s'impose et qui est tout simplement un coup d'Etat de Mme Léoty, l'artiste statuariaire en corsets? Après tout, nos lecteurs ne lisent pas notre Revue Mondaine, et nous pouvons chiffrer entre nous, les nouveaux corsets de l'intelligence fautive, qui sont en étoffe Louis XIV et Louis XV, sans autre ornement qu'un dépassant de satin, et qui tiennent absolument la taille droite au fièvre, pour les longues corsets en tulle de guêpe. Par opposition, un corset de gaze badilée sur transparent de soie de couleur, et avec un corset de dentelle, sur satin blanc, satin fleurs de lilas, satin rose et satin plume pâle.

La question des corsets à l'ordre du jour et du soir est si haute importance, qu'à partir de deux heures, il y a une file de voitures, devant le numéro 8 de la place de la Madeleine, pour aller consulter Mme Léoty.

A jeudi prochain; nous causerons encore Étrennes et Modes, en attendant les grands dîners de Noël, les réceptions du Jour de l'an et les bals, qui constitueront notre Revue Mondaine.

Vicomtesse de RENNEVILLE.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 16 décembre

Après l'adoption de divers articles du budget, M. Georges Berry dépose une proposition relative à la création d'un asile municipal de nuit.

Le Conseil reprend ensuite la discussion du rapport de M. Cornesson, sur la réglementation de la journée de travail.

M. Navarre combat les arguments donnés par M. le directeur des travaux, la dernière séance contre les conclusions de la commission.

L'orateur déclare, contrairement aux assertions de M. Alphonse, que la Ville a le droit de réduire à huit heures la journée de travail dans ses chantiers. Il ajoute que cette clause, insérée dans le cahier des charges, serait une sanction suffisante pour que les entrepreneurs s'y conformassent.

M. Navarre déclare, en outre, que, si la journée est réduite, on devra employer un nombre d'ouvriers plus considérable. De cette façon, le nombre des ouvriers sans travail diminue.

Les amendements de MM. Strauss et Armand tendent qu'à émettre des vœux platoniques, ajoute l'orateur. Le Conseil doit au contraire prendre une résolution formelle, montrer aux ouvriers que leur situation le préoccupe et qu'il veut l'améliorer. L'égoïsme et l'indifférence qui cette manière justifierait la révolution sociale.

M. Vautier combat les propositions de la commission.

M. Cornesson réplique en invoquant la bonne foi de la commission, qui a soulevé une question dont aucune Assemblée française n'avait eu l'occasion.

A ce sujet, l'orateur rappelle qu'en Angleterre, dans plusieurs districts, les élections récentes ont été faites sur la question de la réduction à huit heures de la journée de travail.

Il y a, ajoute M. Cornesson, une corrélation intime entre le temps de chômage des diverses industries et les prix de la série attribués à ces industries; ainsi, un travail réel coûtant 75 centimes est porté à 85 centimes pour la série, justement pour tenir compte du temps de chômage. Seulement, ce sont les entrepreneurs qui bénéficient de cette surélévation affectée au chômage, parce qu'ils font des rabais les obligeant à diminuer le salaire des ouvriers.

C'est afin de remédier à cet état de choses que la commission propose l'application des prix de la série aux salaires.

La prochaine séance est fixée à vendredi.

Questions financières ET COMMERCIALES

LA COMPAGNIE D'ORLÉANS ET LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER. — Un désaccord s'étant produit entre l'Etat et la Compagnie d'Orléans, sur la préférence à donner au trajet par Tours ou par Chartres, en ce qui concerne les marchandises provenant du réseau de l'Etat, la commission extra-parlementaire des chemins de fer a cru devoir se saisir officiellement de la question.

Elle a même chargé plusieurs de ses membres de conférer à ce sujet avec le ministre des travaux publics.

Voici le sens de la réponse que leur a faite M. Demôle.

L'Orléans par Tours est en réalité celui qui aurait fallu adopter, puisque, d'après l'article 16 de la convention avec l'Orléans, le trafic doit être attribué à l'itinéraire le plus court. Le traité passé avec l'Ouest ne peut, aux termes de la loi, prévaloir contre ce point de fait. Au reste, le gouvernement s'est conformé à cette loi, dont l'article 16 dit qu'en cas de désaccord il sera statué au moyen de l'arbitrage. Deux arbitres ont été nommés; ils ont à désigner un tiers arbitre pour le départager. Il est impossible de les dessaisir et le gouvernement ne saurait paraître discuter les pouvoirs d'une juridiction établie, uniquement parce que la sentence à intervenir peut lui être défavorable.

LES DÉPENSES DE L'OTCROÏ. — Au moment où de divers côtés on demandait la suppression des octrois, il ne sera pas sans intérêt de connaître de quelle somme, à Paris, ses dépenses se trouvent diminuées par ses dépenses.

Pour 1886, les dépenses sont estimées devoir atteindre 7 millions 631,240 francs. Le traitement du directeur et des trois réalisateurs entrent dans cette somme pour 51,000 francs; ceux des employés des bureaux de l'administration centrale atteignent 367,200 francs. Quant aux employés du service actif, leur traitement coûte 4,168,970 francs. Le personnel chargé de la recette, receveurs, commis de recette, préposés aux escortes, les indemnités de logement à ces employés occasionnent une dépense supérieure à 1,200,000 francs. Les dépenses du personnel des bureaux seules représentent une dépense à peu près égale.

On voit que si l'octroi de Paris est une source de recettes considérables pour la Ville, ces recettes coûtent assez cher. Le conseil de surveillance de l'octroi avait manifesté le désir d'améliorer cette année certains services et notamment d'augmenter l'indemnité de logement à accorder aux employés du service actif. La commission municipale s'est vue obligée d'ajourner cette amélioration en présence des difficultés financières du moment.

UNE RÉFORME MONÉTAIRE EN ÉGYPTE. — L'or est devenu en Égypte, par suite du décret khédivial du 14 novembre 1885, l'étalon unique, et les monnaies d'argent n'ont plus cours légal que jusqu'à concurrence de 200 piastres, soit 50 francs. En même temps la France a été limitée à 40 piastres ou 10 francs par tête d'habitant; de sorte qu'elle ne comprendra pas plus d'environ 280 millions de piastres, soit 70 millions de francs.

Si l'on considère qu'en Angleterre, pays où règne le monométallisme — or, l'argent figure dans la circulation monétaire pour environ 14 francs par tête d'habitant, on ne manquera pas de considérer comme peu rationnelle la règle nouvellement appliquée en Égypte.

Cette observation est d'autant mieux fondée que, depuis des temps immémoriaux, le métal blanc a joué un rôle considérable dans tout l'Orient, et que réduire sans transition l'argent à l'état de simple monnaie d'appoint en Égypte, c'est aller à l'encontre des traditions et des habitudes du pays.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ephémérides théâtrales de 1885

FÉVRIER

4. — Première représentation, à l'Odéon, de la *Maison des Deux Barbeaux*, comédie en trois actes et en prose, de MM. André Theuriot et Henri Lyon, et de *Vie aux Cornilles*, comédie en un acte et en vers, de M. Ernest Hervilly.

6. — Première représentation, au Vaudeville, de *Clara-Soleil*, comédie en trois actes de MM. Edmond Gondinet et G. de Kerdré.

7. — Première représentation, à la Renaissance, de la *Paristenne*, comédie en trois actes de M. Henri Beque. — Mort du compositeur de musique Charles Moreau.

9. — Première représentation, au Châteaudeau, de *Les Français au Tong-King*, drame en cinq actes et dix tableaux, de MM. G. Perle et Henri Noël.

10. — Premières représentations : aux Nouveautés, de la *Vie Mondaine*, opérette en quatre actes, de M. Emile de Najac et Paul Ferrier, musique de M. Charles Lecocq; à la Scala, de *Bababoum XIX*, fantaisie musicale en un acte, de MM. Ch. Blondelet et L. Laroche, musique de M. Ed. Darsant.

14. — Premières représentations : à l'Edorado, de *Confessions pour Dames*, opérette en un acte de M. Léon Max, musique de M. Albert Petit; et reprises : au Palais-Royal, de *Prête-moi la femme*, comédie-vaudeville en deux actes de M. Maurice Devallières; — des *Petites Goda*, comédie en trois actes de M. Maurice Ordonneau; — et au Théâtre des Nations, de *Fuadès*, drame en cinq actes et huit tableaux de Dupont et Eug. Grangé.

Hier, lecture aux artistes du Palais-Royal de trois actes de M. Hippolyte Raymond. Titre : *Les Demoiselles qui font rive*.

Triste nouvelle d'Outre-Océan : La déveine de ce pauvre M. Maurice Grau, le directeur de la tournée Juile aux Etats-Unis, est complète.

Après les représentations de Boston, Philadelphie et Chicago, les pertes se sont élevées à plus de 600,000 francs.

Les frais n'ont été couverts qu'à New-York.

La troupe est cependant en route pour San Francisco, ajoute notre confrère Bourgeat.

Succès oblige. Devant les nombreuses demandes de location pour le *Petit Poucet*, le théâtre de la Gaîté donnera des matinées, le jeudi 24, le vendredi 25 (Noël), le dimanche 27, le lundi 31, le vendredi 1^{er} janvier, le samedi 2, le dimanche 3 et le lundi 4.

Il y aura peut-être là de quoi contenter les enfants... et les parents.

On lit dans le *Figaro*, sous la signature de M. Frevet :

« Le Locataire du théâtre du Châteaudeau n'a pas pu tenir plus longtemps contre l'insuffisance des recettes de la 1002^e Nuit. Il a dû se retirer... devant le papier timbré du propriétaire. »

MM. Bessac, Périceau et Gravier vont

reprendre leur ancien théâtre. Eux seuls peuvent, en effet, diriger cette scène et lui rendre quelque éclat. »

A l'Odéon, on va mettre en répétition quatre petites pièces en un acte qui formeront, après les *Jacobites*, un spectacle coupé.

Parmi les auteurs de ces pièces, nous avons à citer, avec plaisir, notre confrère Aderer, du *Temps*, et M. François Pons.

La commission des études dramatiques, réunie sous la présidence de M. le secrétaire d'Etat aux beaux-arts, avec MM. Ambroise Thomas et Camille Doucet pour vice-présidents et M. Réty pour secrétaire, se rapportant à l'engagement que signe tout élève en entrant au Conservatoire, et ainsi conçu :

« Je soussigné, etc., »

M'engage, en reconnaissance des soins, frais et dépenses que nécessite mon instruction :

1. Je m'en conformerai rigoureusement à toutes les clauses et conditions des règlements et arrêtés susvisés et de ceux à intervenir.

2. En exécution desdits règlements et arrêtés, à donner mon concours aux théâtres nationaux dans le cas où il serait réclamé à la fin de mes études; à cet effet, je m'oblige à me tenir à la disposition du ministre de l'Instruction publique, des cultes et des beaux-arts et du directeur du Conservatoire, pour jouer pendant deux ans les rôles qui me seront désignés sur le théâtre subventionné, dont le directeur aura été autorisé à contracter avec moi un engagement aux conditions suivantes.

La commission a réglé ainsi les rapports qui existent entre les élèves et les théâtres subventionnés :

1. La Comédie Française, selon l'usage, le décret de 1812 et celui de 1850, a le droit de préemption sur les premiers prix du Conservatoire;

2. Si l'administrateur de la Comédie française n'use pas de ce droit, le directeur de l'Odéon engage les lauréats aux conditions prévues par les articles du Conservatoire;

3. En prévenant le directeur de l'Odéon six mois à l'avance, l'administrateur général de la Comédie-Française peut appeler au Théâtre Français, à des conditions nouvelles, les lauréats qui auront fait à l'Odéon un stage d'un an.

4. Si l'administrateur de la Comédie française laisse primer son droit, l'artiste et le directeur de l'Odéon sont libres, après la seconde année des études théâtrales d'Etat, de traiter à telles conditions qu'ils jugeront convenables.

La consultation, demandée par M. Turquet, a été donnée à l'unanimité des voix sur la proposition de M. Camille Doucet, qui, en proposant ces quatre articles, ne faisait que sanctionner les rapports qui doivent unir notre première scène à la seconde, le droit indéfinissable de la Comédie-Française étant si bien prévu par les lois que les élèves du Conservatoire portent dans les décrets le nom d'élèves du Théâtre Français.

Et c'est en vertu du paragraphe 94 du titre VIII que l'opinion a prévalu :

P. 97. Ceux des élèves (du Conservatoire) qui ne seraient pas encore capables de débiter sur le Théâtre Français pourront, avec la permission du surintendant, s'engager à pour un temps à un théâtre de l'Odéon ou dans les départements. (Voir décrets et ordonnances, page 44).

Les décrets valent tout prévu, même la question Weber.

Le prince de Hohenlohe, gouverneur d'Alsace, de passage à Paris, était hier soir à l'Opéra, dans la loge de Son Exc. M. Munster, ambassadeur d'Allemagne.

Samedi prochain, grande soirée musicale chez Mme Thuillier. Artistes : MM. Taillandier, Marsick et Mme Comenau.

À propos de cette dernière, disons que Lenoey écrit en ce moment pour elle et *Diaz de Soris*, un duo dont ils seront les deux créateurs.

On se rappelle quel succès eurent déjà, il y a quelques hivers, la musique et les mêmes interprètes du même compositeur, avec le duo d'*Armide*.

Voici la liste des matinées qui auront lieu dimanche prochain :

Théâtre Français, *Denise*; Opéra Comique, *l'Étoile du Nord*; Odéon, les *Jacobites*; Gymnase, *Sapho*; Vaudeville, *Georgette*; Variétés, *Un chapeau de paille d'Italie* et les *Polins de Paris*; Palais-Royal, la *Gagnolle*; Gaîté, *Ambigu*, Nations, Folies-Dramatiques, Renaissance, Cluny, Menus-Plaisirs, même spectacle que le soir.

Eden-Théâtre, concert Lamoureux : ouverture du *Carnaval romain* (Berlioz); Syphon héroïque (Beethoven); prélude de *Tristan et Isolde* (Wagner); *Irlande* poème symphonique (Augusta Holmès); fragments symphoniques des *Matines chantées* (Voguer); Chantet et cortège : la *Démolition de Faust* (Berlioz), chantée par MM. Clodio, Lauwers, Vernouillet et Mme Durand-Ulrich;

Edorado, Concert - Parisien, Alcazar, Scala, concerts;

</

